

LA PERSISTANCE  
DE L'ANTILIBÉRALISME :  
RHÉTORIQUE ET RÉALITÉ

115

La volonté de maintenir et de réaffirmer une identité nationale menacée, qui s'est manifestée avec force lors de la campagne présidentielle de 2007, est un élément pérenne de la vie politique française, caractérisé par le rejet de l'« autre » étranger. Au cours des siècles, l'« autre » a été identifié en particulier à l'Anglo-Saxon, plus spécifiquement à l'américanisation et de façon plus impersonnelle à la « globophobie », la mondialisation étant vue comme le véhicule de l'hégémonie politico-militaire, de la domination économique et de la contamination culturelle américaines. Le terme « libéral » est devenu une injure politique, et pas seulement pour l'extrême droite et l'extrême gauche. Ces dernières ne représentent que les manifestations les plus criardes d'une opposition plus profonde au libéralisme, identifié aux valeurs étrangères et aux aspirations au pluralisme et à l'individualisme, au multiculturalisme et à la domination du marché. Cette opposition s'est perpétuée malgré le développement d'une attitude individualiste libérale dans beaucoup d'aspects des comportements des Français. Le libéralisme ne doit pas être réduit simplement au néolibéralisme économique.

Même les partis politiques dominants de droite, de gauche et du centre admettent avec réticence des pratiques libérales car celles-ci impliquent une tension dérangeante avec des principes ancrés profondément dans le code génétique français, ou au moins avec leurs pré-supposés historiques. C'est le cas même si la connotation politique du terme « libéral » est différente en France – de droite – par rapport aux États-Unis – de gauche – et à la Grande-Bretagne – au centre. Outre l'opposition à la

contraception, à l'avortement et à l'euthanasie, la sous-culture catholique, assez forte traditionnellement à droite, a légué une tradition anti-individualiste et anticapitaliste, qui demeure une contrainte antilibérale. À gauche, la réforme est un gros mot alors que la révolution – en parole au moins – est respectable. La subordination de la société à l'État se reflète dans la confiance faite à l'intervention publique plutôt qu'à l'initiative privée ou l'action associative bénévole, tandis que les forces du marché sont dénoncées comme étant déstabilisantes et déshumanisantes. Au centre, le besoin de protéger les classes moyennes, travaillant à leur compte ou appartenant aux professions libérales, contre des forces hors de leur contrôle entraîne un appel défensif à l'intervention de l'État, malgré une forte réticence face aux impôts nécessaires pour payer ses fonctionnaires, tandis que l'Union européenne est acceptée comme source de subventions mais pas comme cadre d'une compétition accrue.

« Le libéralisme, voilà l'ennemi », écrit Tony Judt, transposant le célèbre anathème de Gambetta contre le cléricanisme. Dans son livre *Un passé imparfait*, qui porte avant tout sur la IV<sup>e</sup> République, il explique que la plupart des intellectuels français, avec leur penchant pour l'abstraction, refusaient de faire face « à la complexité, la pluralité et à l'indétermination nécessaires et souhaitables de la vie politique », revenant aux implications illibérales de la « vision universaliste de la démocratie républicaine qui épate encore tant de penseurs français »<sup>1</sup>. Cette tendance, loin d'être limitée aux intellectuels, était partagée par les dirigeants politiques et l'opinion publique qui étaient prêts à subordonner les droits individuels aux ordres et besoins arbitraires de l'État. Ce ne sont pas les droits des individus existant avant l'instauration de l'État mais les droits légaux des citoyens qui ont défini de façon restrictive l'étendue des libertés personnelles en France, appliquées de façon sélective par les autorités étatiques. En conséquence, comme l'a signalé Tony Judt, le résultat a été que « loin de protéger le citoyen contre les caprices de l'autorité, les droits devinrent la base consacrée légitimant les actions et caprices de cette autorité contre les citoyens mêmes au nom desquels et pour lesquels on exerçait le pouvoir »<sup>2</sup>.

1. Tony Judt, *Un passé imparfait*, Fayard, 1992, p. 371. À propos de la prédilection française pour l'abstraction « De pareilles hauteurs, tout est clair, mais on ne voit pas grand-chose », p. 367.

2. *Ibid.*, p. 277. Voir aussi Pierre Rosanvallon, *Le Modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Seuil, 2004.

Même si Tony Judt pensait en particulier au Parti communiste comme incarnation de l'opposition la plus extrême au libéralisme, dans son livre *Intellectuals and the French Communist Party*, Sudhir Hazareesingh a attiré l'attention sur une autre force profondément opposée au libéralisme, « l'inexorable centralité de l'Église catholique dans la vie intellectuelle française », cette Église continuant à « structurer et définir les paramètres du débat intellectuel... au-delà du monde catholique. La recherche de l'unité et de l'ordre, la tendance à résoudre les conflits en faisant appel aux hiérarchies institutionnelles, la tradition de soumission à l'autorité supérieure et, finalement, le sens profond de l'universalité des valeurs exprimées dans une doctrine socio-politique particulière » ont eu une influence très étendue en France dans toutes les tendances politiques<sup>3</sup>. Bien que, sous la V<sup>e</sup> République, le Parti communiste soit devenu une triste ombre de lui-même et que l'influence de l'Église catholique sur les attitudes et les comportements ait décliné – mais de façon moins précipitée que l'influence du Parti communiste –, leurs présupposés demeurent une puissante contrainte convergente sur le libéralisme politique, économique et culturel.

117

Depuis le déclin des visions du monde concurrentes du catholicisme et du communisme au cours de la V<sup>e</sup> République, les Français ont été obligés d'accepter, avec réticence, une position moins introvertie. Cependant, l'hostilité à l'égard du libéralisme économique, en particulier lorsque celui-ci est représenté par des clones français des grandes entreprises américaines – notamment par le traitement excessivement généreux de leurs cadres en matière de salaires, de stock options et de retraites –, reste idéologiquement intact dans l'ensemble. De façon plus fondamentale, lorsque le « consensus de Washington » est transmis par des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ou par l'accord de Lisbonne au sein de l'Union européenne, tous prônant la concurrence et le libre marché – même si ces principes sont appliqués de façon sélective en conformité avec les intérêts nationaux –, il est vu comme une menace contre le « modèle social européen » qui est en fait l'extension d'un modèle franco-saxon (c'est-à-dire franco-allemand). Un mode de vie traditionnel, datant d'avant la V<sup>e</sup> République, fondé sur la protection des « droits acquis » et renforcé par l'État-providence

3. Sudhir Hazareesingh, *Intellectuals and the French Communist Party*, Oxford University Press, 1991, p. 26.

d'après-guerre, est considéré comme ayant subi la substitution de l'insécurité sociale à la solidarité qui avait partiellement survécu. Ce qui est perçu comme une imposition de l'extérieur de valeurs et priorités répugnantes, qui rendent l'intervention régulatrice de l'État inefficace, est d'autant plus amèrement rejeté qu'elle paraît irrésistible. Les avancées de ce qu'un tel défaitisme socio-économique dénonce comme le « social-libéralisme », mais considère en fait comme un « libéralisme antisocial », seront examinées plus loin. Je veux commencer par analyser comment, au début de la V<sup>e</sup> République, sous l'égide de Charles de Gaulle, le IV<sup>e</sup> Plan national chercha à combiner l'expansion et la modernisation économique promues par l'État avec ce qui était appelé « une idée moins partielle de l'homme » identifiée avec Jacques Delors.

118 De Gaulle, qui avait établi, à l'invite de Jean Monnet, un commissariat général au Plan juste avant de quitter le pouvoir en janvier 1946, chercha à donner à la planification économique nationale une tonalité plus étatiste lorsqu'il revint au pouvoir en 1958. Monnet – avec lequel de Gaulle avait des relations acrimonieuses, car il pensait que celui-ci sacrifiait l'intérêt national, allant jusqu'à parler de lui, de façon peu flatteuse, comme d'« un grand Américain »<sup>4</sup> – était aussi devenu l'architecte d'un processus d'intégration européenne fondé sur un marché commun d'inspiration libérale qui exigeait un consensus européen. Ceci n'était pas du goût de De Gaulle et, en 1965, le Général provoqua la crise de la « chaise vide » à Bruxelles en insistant sur le pouvoir de veto lorsque celui-ci était exigé par l'intérêt national, réaction suscitée par la politique agricole commune antilibérale. Dans un discours célèbre du 8 mai 1961, de Gaulle décrivit ses ambitions pour le Plan national comme une « ardente obligation », expression qui enflamma l'imaginaire public. Cependant, après les années 1960 et le départ de De Gaulle, la planification de la politique économique et sociale devint moins ardente et obligatoire sous les présidences de Pompidou, Giscard d'Estaing et Mitterrand, au point que l'activité comme l'institution cessèrent d'exister sous Chirac.

Face à un environnement international de plus en plus imprévisible, le recours à la régulation étatique afin de réduire les incertitudes pour les acteurs économiques était une ambition de moins en moins réaliste. Une politique économique visant à promouvoir les champions nationaux pour contrer l'impérialisme industriel des grandes entre-

---

4. François Duchêne, *Jean Monnet. The First Statesman of Interdependence*, Londres, Norton, 1994, p. 123.

prises américaines fut tentée et, lorsqu'elle s'avéra inadéquate, une promotion des champions européens fut envisagée<sup>5</sup>. Cependant, avec d'importantes exceptions, telles que Airbus face à Boeing, ceux-ci s'avèrent difficiles à créer – ou à soutenir – en partie parce que les gouvernements français cherchaient à jouer un rôle dominant. Malgré la défense désespérée du « patriotisme économique » par le Premier ministre Dominique de Villepin en 2006 – suscitée par la rumeur, qui ne s'est pas concrétisée, d'une menace de prise de contrôle du champion français de l'alimentaire Danone par la compagnie américaine Pepsi –, il était clair qu'il menait là une bataille d'arrière-garde contre les forces internationales du marché qui ne respectaient pas les prétentions politiques nationales, qu'elles soient ridicules ou non.

Dès 1967, dans son best-seller controversé *Le Défi américain*, Jean-Jacques Servan-Schreiber avait avancé l'idée que l'Europe ne pourrait résister à la domination des États-Unis qu'en empruntant ses méthodes économiques et ses valeurs libérales. Quoi qu'il en soit, les gouvernements français ont été incapables de limiter les investissements américains par le biais de la Communauté européenne, de telle sorte que, à la fin du xx<sup>e</sup> siècle, ils encourageaient ardemment ces investissements tout en cherchant désespérément à les maintenir sous contrôle français. En conséquence, plus de 40 % des actions des principales entreprises françaises sont de propriété étrangère, essentiellement américaine. Ainsi l'ennemi économique étranger, avec son rejet de l'économie sociale de marché au profit d'un intérêt exclusif pour la compétitivité et les profits, est devenu l'ennemi intérieur. La tendance des plus ambitieux à désertir la haute fonction publique et le secteur étatique autrefois si prestigieux reflète de façon éloquente leur capitulation face aux attraits du secteur privé, français d'abord, étranger ensuite. Ce processus est associé, après 1986, aux mesures de privatisation à la Thatcher, non seulement des banques et des industries nationalisées par le gouvernement socialiste de Mauroy en 1981-1982, mais aussi de celles placées sous contrôle public par de Gaulle en 1945-1946 dans son projet dirigiste de renforcement du pouvoir d'État. Le ministre des Finances Édouard Balladur chercha à main-

5. Jack Hayward (dir.), *Industrial Enterprise and European Integration. From national to International Champions in Western Europe*, Oxford University Press, 1995. À propos d'Airbus, cf. Pierre Muller, *Airbus, l'ambition européenne. Logique d'État, logique de marché*, Commissariat général du Plan, L'Harmattan, 1989, chap. 6. Sur l'ensemble de la question cf. Jack Hayward, *The State and the Market Economy. Industrial Patriotism and Economic Intervention in France*, Brighton, Wheatsheaf, 1986.

tenir le contrôle entre les mains d'un groupe restreint de propriétaires français, les noyaux durs, mais la logique du marché a, par la suite, entraîné la désintégration de la plupart d'entre eux, ouvrant la possibilité d'une prise de contrôle étrangère. Après une pause décidée par le président Mitterrand – la fameuse politique du « ni ni » – le gouvernement Balladur reprit la politique de privatisation de 1993 à 1995 (avec Nicolas Sarkozy comme ministre du Budget), politique poursuivie par le gouvernement Juppé en 1995-1997 et accélérée par le gouvernement socialiste de Jospin en 1997-2002<sup>6</sup>.

120 Alors que la privatisation participait d'un abandon non réfléchi de l'étatisme, cela ne signifiait pas pour autant que les politiciens et l'opinion publique allaient accueillir une libéralisation frappée de culpabilité par association avec l'Amérique. Bien sûr, il existe une tradition intellectuelle libérale indigène remontant au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle en France et même jusqu'à Montesquieu au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. Cependant, le renouveau d'intérêt pour Tocqueville manifesté par Raymond Aron, puis pour Benjamin Constant par Marcel Gauchet, a également souffert d'une association anglo-saxonne, respectivement avec les États-Unis et avec la Grande-Bretagne. À partir du début des années 1960, des intellectuels français attirés par les États-Unis, tels que Stanley Hoffmann et Michel Crozier, se sont inspirés de Tocqueville pour analyser l'impasse de la société française. D'un point de vue plus historique, François Furet et Pierre Rosanvallon ont adopté un point de vue très favorable à l'égard du dynamisme de la société civile anglo-américaine, la Grande-Bretagne étant à leurs yeux plus libérale et réformatrice que démocratique, la France plus bureaucratique, démocratique et révolutionnaire que libérale, et les États-Unis à la fois libéraux et démocratiques<sup>7</sup>. Cependant, à la fin des années 1980, le libéralisme politique et culturel lui-même reculait face au néo-conservatisme en Grande-Bretagne et aux États-Unis, ce qui le rendait encore moins populaire en France.

L'émergence dans les années 1970 du « monétarisme » en tant que fondement d'une pensée économique unique signalait la capitulation de la droite comme de la gauche devant une dynamique extérieure de modernisation menée par les États-Unis, par l'intermédiaire de la

---

6. Voir le chap. 7, « Tactical Privatisation: Changing the Mix in a Mixed Economy », in Jack Hayward et Vincent Wright, *Governing From the Centre. Core Executive Coordination in France*, Oxford University Press, 2002.

7. Jack Hayward, *Framed France – Two Century of Disputed Identity*, Oxford University Press, 2007, p. 344-352.

Communauté européenne, à la place d'un modèle endogène de mobilisation nationale incarné par la planification économique nationale. Le « choc pétrolier » de 1973 et la crise économique qui s'ensuivit entraînèrent le passage d'un cadre national à un cadre européen centré sur la création du Système monétaire européen pilotée par Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt. C'était la pièce centrale de la politique économique, dont un des effets indus fut la hausse des taux d'intérêt qui gonfla la dette nationale de la France au cours des décennies suivantes. Jean Monnet avait montré la voie dans les années 1950 lorsqu'il était passé d'une modernisation dirigée par l'État à l'intégration du Marché commun européen comme force motrice de la modernisation. Lorsque, en 1983, le gouvernement Mauroy abandonna sa tentative de socialisme dans un seul pays, un rôle clé fut joué par le ministre des Finances Jacques Delors, qui empêcha la sortie de la France du Système monétaire européen lorsque le franc fut attaqué. Ce que Lionel Jospin chercha à présenter à l'époque comme une « parenthèse » marqua en fait un changement fondamental de direction, même si beaucoup de responsables du Parti socialiste, à l'époque et depuis, ont refusé d'en reconnaître les implications<sup>8</sup>. Cependant, Delors, qui, au sein du commissariat du Plan, avec la « Nouvelle Société » de Chaban-Delmas en 1969-1972 et en tant que ministre des Finances en 1981-1984, avait tenté de suivre un programme socialiste réformiste non étatiste, entreprit de réaliser ses objectifs d'une politique sociale de marché lorsqu'il devint président de la Commission européenne de 1985 à 1994. Tout en analysant l'incapacité de Delors à persuader le Parti socialiste français – à l'époque ou depuis – de poursuivre ses orientations, je parlerai d'un autre échec exemplaire et lié au précédent, celui de son ami et rival Michel Rocard qui, en tant que ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, puis en tant que Premier ministre, soutint les efforts de Delors pour réinventer et moderniser son parti dans une direction socialiste libérale.

121

---

8. Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La Décennie Mitterrand, 1981-1984*, Seuil, 1990, p. 488-489. De façon plus générale, cf. Pierre Grémion, « State, Europe, and Republic », in Anand Menon et Vincent Wright (dir.), *From the Nation State to Europe*, Oxford University Press, 2001, p. 51-56, et Jack Hayward et Vincent Wright, *op. cit.*, p. 67-68.

LA RÉTICENCE DU SOCIALISME FRANÇAIS  
À SE LIBÉRALISER

122 Évitant la dichotomie laïque/religieuse, le point de départ de Delors était une critique moraliste, s'inspirant du catholicisme social, d'une société bourgeoise décadente vouée à la défense du « désordre établi », selon la formule mémorable de Mounier. Celle-ci impliquait un triple rejet : d'une culture politique autoritaire, de l'individualisme reflété dans les excès de la société de consommation et du capitalisme inégalitaire<sup>9</sup>. Le rôle de Delors comme conseiller de la CFTC dans les années 1950 et son passage au Plan dans les années 1960, qu'il se rappelle comme « la meilleure période de [sa] vie professionnelle », l'amènent à tenter de surmonter la paralysie de la société française qui avait si souvent bloqué les efforts de modernisation de la V<sup>e</sup> République. Il souhaitait le faire en substituant des contrats de partenariat social à la décision de l'État et la décentralisation régionale et locale à la centralisation parisienne. L'incapacité du programme de la Nouvelle Société à faire des progrès significatifs de 1969 à 1972 amena Delors (comme Rocard, bien que celui-ci ré-adhéra alors au parti qu'il avait quitté en 1958) à rejoindre le Parti socialiste en 1974. Cependant, il n'était pas dans son élément, lui qui était attaché à des réformes graduelles compatibles avec le marché, dans un parti aux ambitions plus centrées sur l'État. Élu au Parlement européen en 1979 puis à la tête de sa commission économique et monétaire, il fut nommé ministre des Finances en 1981, alors que Rocard recevait le poste beaucoup moins puissant de ministre au Plan. Comme le remarque Charles Grant : « Plus Mitterrand se servait de Delors, moins il aurait besoin de Rocard. Seul de tous les socialistes, Delors pouvait reléguer Rocard dans l'ombre, où Mitterrand souhaitait qu'il reste<sup>10</sup>. »

Rejetant l'offre de Matignon en 1984 car Mitterrand ne voulait pas lui donner aussi le contrôle de la politique monétaire, Delors, après avoir convaincu les socialistes d'accepter malgré eux l'économie libérale de marché et être devenu le dynamique président de la Commission européenne, s'attacha à engager la France dans une économie

9. Jacques Delors, *Changer*, Stock, 1975, p. 35; cf. aussi p. 8, 32-34, 53-54, 106, 111, 140; Jacques Delors, *Mémoires*, Pocket, 2004, p. 15, 35-37, 41-43, 69, 78.

10. Charles Grant, *Delors. Architecte de l'Europe*, Chêne-Bourg (Suisse), Georg, 1995, p. 65; Jacques Delors, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 126-127. De façon ironique, Delors aurait préféré être nommé secrétaire général de la présidence de la République, ou commissaire au Plan.



sociale de marché intégrée. Ayant réussi, grâce à ses bonnes relations avec le chancelier Kohl, à faire adopter l'Acte unique européen en 1985, il eut moins d'influence sur le traité de Maastricht de 1992 et, avant de quitter la présidence de la Commission en 1993, il admit : « Je suis devenu le symbole d'une idée de l'Europe qui est en train de disparaître<sup>11</sup>. » Alors que la vague des politiques intergouvernementales et de l'euro-scepticisme affaiblissait son rôle au sein de l'Union européenne, Delors refusa d'être le candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995. Malgré sa popularité et ses bonnes chances de succès, il reconnut avec lucidité qu'il serait incapable de mener à bien les réformes qu'il jugeait indispensables. En France, il n'y avait pas l'unité entre la gauche et le centre, les descendants contemporains de la social-démocratie qui lui avait permis d'opérer avec une certaine efficacité au sein de l'Union européenne<sup>12</sup>. Les choses ont quelque peu changé depuis, aussi bien dans la gauche socialiste qu'au centre.

123

Michel Rocard fut une autre victime de premier plan de la bataille d'arrière-garde contre le social-libéralisme au sein du Parti socialiste français. Inspecteur des Finances sorti de l'ENA, Rocard arriva au réformisme après avoir été un révolutionnaire sous l'influence intellectuelle de Marx, et non de Mounier et Monnet. En tant que dirigeant de la « deuxième gauche », Rocard, comme Delors, ne disposait pas de la légitimité idéologique majoritaire qui lui aurait permis de convertir sa popularité en dehors du Parti socialiste en argument pour devenir son candidat présidentiel. « Ils étaient de fait des socialistes libéraux qui n'osaient pas s'afficher comme tels<sup>13</sup>... » Lorsque, durant la campagne présidentielle de 2007, Rocard (tout comme Daniel Cohn-Bendit d'ailleurs) prôna une alliance entre la gauche et le centre avant même le premier tour, sa précipitation fut dénoncée comme proche de la trahison. Dans un parti où un Strauss-Kahn était trop libéral pour beaucoup et un Fabius trop interventionniste pour d'autres, il y avait une ouverture pour que quelqu'un d'aussi évasif et porté à l'improvisation que Ségolène Royal émerge comme candidate à la présidence. La difficulté manifeste du Parti socialiste à se mettre d'accord sur une politique économique cohérente fut le prix de trop à payer

11. Cité par Charles Grant, *op. cit.*, p. 269 ; p. 232-234.

12. Jacques Delors, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 20-26 ; Charles Grant, *op. cit.*, p. 252-255, 258-259.

13. Jack Hayward, *Fragmented France*, *op. cit.*, p. 359.

pour avoir écarté la modernisation réalisée en 1959 à Bad Godesberg par le SPD et, après 1994, par le New Labour Party.

124 Quel parcours a mené Rocard à l'échec de la modernisation du Parti socialiste français ? Tournant le dos à la fois à la SFIO affaiblie et à la Fédération de gauche de Mitterrand, Rocard s'empara en 1967 de la direction du PSU. Son gauchisme anti-étatiste reflétait une culture politique décentralisatrice, basiste qui ouvrait la voie à un socialisme libéral fondé sur la société civile. « L'itinéraire de Rocard est celui d'une génération qui a cru, en 1968, que tout était possible, en est revenue et s'est retrouvée au Parti socialiste<sup>14</sup>. » Pourtant, bien qu'il fût – comme Delors – un « outsider », Rocard, qui chercha explicitement à remplacer plutôt qu'à succéder à Mitterrand, tenta de façon imprudente de contourner le parti, s'adressant à une deuxième gauche ou nouvelle gauche fondée sur le contrat, la décentralisation et – de moins en moins – le contrôle ouvrier. Il fut attaqué par Jean-Pierre Chevènement (qui avait été accusé par Mitterrand de chercher à créer « un faux parti communiste avec une petite bourgeoisie bien réelle ») de l'aile jacobine et marxiste du Parti socialiste. Chevènement accusa Rocard d'être un déviationniste de droite, assimilé à ce qu'il appelait « la gauche américaine..., dont la fonction a été et reste de hâter l'américanisation de la société française et d'écarter toute issue révolutionnaire à la crise du capitalisme avancé<sup>15</sup> ». En 1979, Rocard expliqua au congrès décisif du parti à Metz que la « rupture avec le capitalisme » prendrait cent cinquante ans comme Michel Crozier l'avait montré la même année dans un livre intitulé *On ne change pas la société par décret*. Cependant, Mitterrand promit allégrement qu'on pouvait le faire en cent jours... et démontra en 1981 que cela n'était pas possible<sup>16</sup>.

Mis de côté en tant que ministre au Plan, en 1981, Rocard admit de façon réaliste qu'il avait « trop rêvé » en espérant qu'un « troisième secteur » de mouvements sociaux s'appuyant sur le mouvement associatif pourrait jouer un rôle plus que marginal en s'affrontant avec les forces supérieures du marché, car ce secteur avait besoin de plus d'aide financière étatique que son réformisme gradualiste pouvait offrir, même quand il fut Premier ministre de 1988 à 1991. « Derrière

14. Jean-Louis Andreani, *Le Mystère Rocard*, Laffont, 1993, p. 279. Voir aussi p. 107-142, 525-532.

15. Cité par Andreani, *ibid.*, p. 161 ; voir aussi p. 160, 465-466.

16. *Ibid.*, p. 533.

l'écran de fumée de slogans à la Crozier opposant le "mieux État" au "plus d'État", Rocard se montra de plus en plus résigné à s'adapter au marché capitaliste globalisé au lieu de le changer<sup>17</sup>. » Rocard était pessimiste quant à la capacité des déficits budgétaires à résoudre ce qui n'était pas une crise temporaire mais un profond processus de changement et, lorsqu'il devint Premier ministre, il admit en privé que « la programmation pluri-annuelle est la dernière forme de la poésie<sup>18</sup> ». Comme Guy Carcassonne, auteur de discours de Rocard, l'a expliqué avec tact en septembre 1990 : « L'évolution historique nous a fait passer d'une vision administrative de la justice sociale à une sorte de capitalisme tempéré. Celui-ci pose naturellement plus de problèmes doctrinaux à la tradition socialiste qu'à la tradition libérale<sup>19</sup>. » Conscient du fait que le Parti socialiste était en train de perdre de plus en plus le soutien de la classe ouvrière, le gouvernement Rocard dépensa 30 milliards de francs pour financer la retraite anticipée des personnes âgées de 55 ans<sup>20</sup>. Cependant, bien qu'il substituât le dirigisme social au dirigisme économique, les syndicats et la gauche politique réagirent avec fureur contre une politique de « sado-monétarisme » dont ils niaient l'inévitabilité. Le fait que ce rejet du libéralisme économique soit aussi partagé par beaucoup à droite fut démontré de façon spectaculaire au cours du débat menant au référendum français qui rejeta le traité constitutionnel européen en mai 2005, malgré les appels de Delors et Rocard, de Chirac et Sarkozy. Une majorité des électeurs français pensa que l'Union européenne devait être punie car elle ne venait pas au secours du modèle social français en échec.

125

Le flirt du gouvernement Chirac de 1986-1988 avec le libéralisme économique à l'américaine ne survécut pas aux réactions hostiles à la déréglementation partielle des forces du marché, mais sa politique favorisa encore plus les entrepreneurs privés que les privatisations. Cependant, en mars 2005, Chirac compara le libéralisme au com-

17. Jack Hayward, *Fragmented France*, *op. cit.*, p. 363. Voir aussi Michel Crozier, *État modeste, État moderne. Stratégie pour un autre changement*, Fayard, 1987, et Jonah D. Levy, *Tocqueville's Revenge. State, Society and Economy in Contemporary France*, Cambridge, Harvard University Press, 1999, p. 58, 69-72 à propos du « libéralisme associatif » de Rocard.

18. Jacques Attali, *Verbatim III, 1988-1991*, Fayard, 1995, p. 194 ; voir aussi p. 193-195, et Andréani, *op. cit.*, p. 571, 564, 571.

19. Cité par Andréani, *op. cit.*, p. 560 ; voir aussi p. 184-185, 265, 494, 608-611.

20. Timothy B. Smith, *La France injuste 1975-2006. Pourquoi le modèle français ne fonctionne plus*, Autrement, 2005, p. 112-113 ; voir aussi p. 158-159. Le terme « sado-monétarisme » fut inventé par Élie Cohen et Jean-Paul Fitoussi, *ibid.*, p. 102-103, 254.

munisme comme étant également désastreux et, dans des réflexions d'adieu publiées peu avant l'élection présidentielle de 2007, le président Chirac affirma : « Je suis convaincu que le libéralisme est voué au même échec que le communisme et qu'il conduira aux mêmes excès. L'un comme l'autre sont des perversions de la pensée humaine<sup>21</sup>. » Même si on s'est habitué, au cours des années, à entendre Chirac affirmer pratiquement n'importe quoi et son contraire, cette analogie est ridiculement excessive. Elle a peut-être été suscitée par une autre remarque à propos de Sarkozy, avec lequel il était à couteaux tirés depuis que celui-ci s'était rangé au côté de Balladur lors de la campagne présidentielle de 1995, présentant celui-ci comme « spontanément plus libéral que [lui] ».

126 ÉCHAPPER AUX PROTECTIONS SOCIALES EXCESSIVES  
ET À LA MONDIALISATION

Derrière les discours contre la mondialisation et le marché on trouve, depuis la guerre, un profond attachement à la sécurité sociale identifiée au mythe de la solidarité qui remonte aux origines de l'État-providence français au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>. Cependant, le bilan de la V<sup>e</sup> République n'est pas celui d'une redistribution égalitaire entre les classes sociales et les générations, mais d'avantages sociaux subventionnés par l'État pour les privilégiés et les personnes âgées contre les jeunes. « À l'heure actuelle, solidarité est synonyme de sécurité... pour le quart de la force de travail (les fonctionnaires) qui bénéficient de la garantie de l'emploi à vie », avance Timothy Smith<sup>23</sup>. Parce que, « entre 1945 et 1995, le système de sécurité sociale français a crû deux fois et demie plus vite que la richesse nationale », il montre que « l'État français souffre d'excès solidariste »<sup>24</sup>.

21. Entretien rapporté par Pierre Péan, *L'Inconnu de l'Élysée*, Fayard, 2007, p. 459. Pour un compte rendu au vitriol de vingt ans de carrière de Chirac, de son second mandat de Premier ministre à la fin de sa présidence, voir Franz-Olivier Giesbert, *La Tragédie du président. Scènes de la vie politique, 1986-2006*, Flammarion, 2006, qui cite une remarque de Chirac rapportée dans *Le Figaro* du 16 mars 2005 : « le libéralisme sera aussi désastreux que le communisme », p. 336.

22. Jack Hayward, « The Official Social Philosophy of the French Third Republic: Léon Bourgeois and Solidarism », *International Review of Social History*, vi/1, 1961 ; p. 19-48. Récemment, des auteurs français ont redécouvert le même thème, au moment où la solidarité sociale recule. Voir Serge Audier, *Léon Bourgeois: fonder la solidarité*, Michalon, 2007, et Marie-Claude Blais, *La Solidarité. Histoire d'une idée*, Gallimard, 2007.

23. Timothy Smith, *op. cit.*, p. 31 ; voir aussi p. 28-32, 39.

24. *Ibid.*, p. 54, 52.

Le refus plein de suffisance moraliste des gouvernements français de faire face aux conséquences financières de leur approche insouciante de l'escalade des dépenses pour la sécurité sociale et les retraites fut illustré par la remarque du ministre de la Solidarité nationale du gouvernement Mauroy au début des années 1980 affirmant qu'elle n'était pas « la ministre des comptes », « entre 1960 et 1994, la population française âgée (de plus de 65 ans) a augmenté de 32 % mais le coût des retraites a augmenté de 300 % en termes réels (de 4 % à plus de 12 % du PNB) ». Smith en conclut que dans la mesure où les retraites ont peu de rapport avec les contributions et dépendent presque totalement des subventions publiques, « si on ne pouvait pas augmenter les impôts à un niveau suffisant pour assurer la "solidarité", on pouvait tout simplement les passer à la génération suivante<sup>25</sup> ».

Au lieu d'affronter ces questions très sensibles politiquement, les responsables politiques français ont agi timidement. « Giscard adopta la rhétorique de la libéralisation, tout en s'en éloignant en pratique<sup>26</sup>. » À propos du thatchérisme prudent de Balladur, Jonathan Levy a écrit qu'il « croyait aux principes économiques libéraux mais il ne voulait pas déstabiliser la société française au nom d'une grande vision idéologique » (on ne pourrait pas dire la même chose d'Alain Madelin). « En pratique, la méthode Balladur impliquait une sorte de négociation directe entre l'État et la rue. » Ce fut le cas lors de son abandon du salaire minimum pour les jeunes, le « SMIC jeunes » de 1994. « L'issue de l'initiative dépendrait du niveau des protestations populaires. Si la rue restait calme à la suite de son annonce, Balladur appliquerait sa réforme. À l'opposé, s'il y avait un mouvement vaste et violent de protestation (comme cela fut le cas), Balladur retirerait alors sa proposition<sup>27</sup>. » Ce scénario se répéta lorsque le Premier ministre Dominique de Villepin tenta d'introduire une réforme similaire du marché du travail en 2006.

L'autre réponse a consisté à diaboliser la mondialisation, attaquant des boucs émissaires étrangers rendus responsables des échecs des gouvernements français. Comme Philippe Manière l'a affirmé avec force, « Bruxelles et Washington sont devenues, dans le discours politique dominant des élites, les Sodome et Gomorrhe modernes, les deux

25. *Ibid.*, p. 243, 260.

26. *Ibid.*, p. 133.

27. Jonathan Levy, « France. Directing Adjustment », in Fritz Scharpf et Vivien A. Schmidt (dir.), *Welfare and Work in the Open Economy*, Oxford University Press, 2000, vol. II, p. 333-334.

capitales de l'anti-France<sup>28</sup> ». Cependant il est difficile de rendre les Anglo-Saxons et les eurocrates responsables de problèmes domestiques tels que les taux élevés de pauvreté et de chômage parmi les jeunes, en particulier originaires d'Afrique du Nord. Comme Timothy Smith avait averti avec prémonition un an avant les émeutes violentes des victimes de la discrimination dans les banlieues ségréguées de Paris, « les derniers embauchés et les premiers licenciés, confirmeraient les craintes de la population sûre de ses droits acquis protégés<sup>29</sup> ». Présentant une longue liste de réformes sociales et économiques permettant d'établir une véritable solidarité, Smith concluait avec pessimisme : « Si le passé récent est une bonne indication de l'avenir, la réforme échouera et les barricades se dresseront à nouveau avant que le déficit de l'aide sociale ne diminue<sup>30</sup>. » Il soulignait que c'était l'absence de volonté politique et les inégalités générationnelles de genre et de classe profondément enracinées et non la mondialisation qui empêchaient l'application de ces réformes.

Une volonté politique résolue a été à l'évidence absente des douze années de présidence Chirac. Confronté à des revendications qu'il pensait légitimes mais qu'il ne pouvait pas satisfaire, Lionel Jospin, Premier ministre de 1997 à 2002, exprima son libéralisme social de fait avec la formule : « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché. » Ceci était inacceptable pour l'extrême gauche, mais au-delà de l'antilibéralisme et du rejet du traité constitutionnel européen ses différents courants n'étaient pas d'accord sur grand-chose, comme l'ont montré leur division dans la campagne présidentielle de 2007 et leurs maigres résultats électoraux.

« Les solutions socialistes sont épuisées, le capitalisme transnational est omniprésent et les troisièmes voies s'appuyant sur la société civile ne sont guère convaincantes. Mais si la majorité des faiseurs d'opinion ne savent pas ce qu'ils défendent, à part préserver ce qu'ils peuvent du passé, ils savent ce à quoi ils s'opposent<sup>31</sup>. » Le libéralisme économique sous l'égide américaine et le libéralisme en général, voilà l'ennemi. Le défenseur le plus influent et le plus atrabilaire de cette position était Pierre Bourdieu qui appelait à résister contre une conspiration

---

28. Philippe Manière, *La Vengeance du peuple*, Plon, 2002, p. 139, cité par Timothy Smith, *op. cit.*, p. 100.

29. Timothy Smith, *op. cit.*, p. 264-268 ; voir aussi p. 265-278.

30. *Ibid.*, p. 324-325.

31. Jack Hayward, *Fragmented France*, *op. cit.*, p. 368.

capitaliste néo-libérale internationale<sup>32</sup>. Cette diatribe déclencha un contre-feu idéologique en particulier de la part de Raymond Boudon et de Jacques Julliard<sup>33</sup>, mais l'essai le plus influent fut celui de Nicolas Baverez, *La France qui tombe* (2003), qui s'appuyait sur une étude empirique de la faillite du modèle socio-économique français. Baverez, qui avait publié dix ans plus tôt une biographie de Raymond Aron adoptant une perspective libérale, représentait une réaction endogène contre la perpétuation des propensions antilibérales de ses compatriotes au XXI<sup>e</sup> siècle, alors que ceux-ci n'avaient plus la force de maintenir leurs positions face à des politiques qu'ils considéraient comme « non françaises ». La « sanctuarisation du secteur public » qui représente 9 millions de personnes contre 15,5 millions dans le secteur privé et 24 millions d'inactifs (dont la moitié sont des retraités dont le nombre augmente inexorablement) n'était pas soutenable et exigeait une « thérapie de choc » afin de surmonter la paralysie que d'autres analystes libéraux des difficultés françaises avaient détectée<sup>34</sup>. Selon Baverez la France ne disposait pas des dirigeants politiques susceptibles de mener à bien les réformes drastiques nécessaires, et il était donc bien placé pour chercher à influencer la politique économique en devenant un conseiller de premier plan de Nicolas Sarkozy durant la campagne présidentielle de 2007.

129

En 2004, Sarkozy fut élu à la tête de l'UMP et ne cacha pas son attirance de toujours pour le libéralisme de marché anglo-américain et son ambition d'appliquer la thérapie de choc que Margaret Thatcher avait administrée avec succès à la Grande-Bretagne dans les années 1980. Bien qu'il ait modéré quelque peu son programme durant la campagne, Sarkozy se montra franc dans son analyse des problèmes de la France et à propos des remèdes sans concession qu'il entendait appliquer. Cela provoqua une campagne « tout sauf Sarko », en particulier lors du second tour, mais celle-ci ne réussit pas à rallier la majorité des votes Le Pen et une partie des votes de Bayrou, qui ont permis la victoire de Sarkozy. Sa formule consiste à combiner une

32. Pierre Bourdieu, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, Liber-Raisons d'agir, 1998. Pour une diatribe antilibérale plus récente, voir Didier Eribon, *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Léo Scheer, 2007.

33. Raymond Boudon, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Odile Jacob, 2004. Pour une défense explicite du socialisme libéral, voir Jacques Julliard, *Le Malheur français*, Flammarion, 2005, p. 124-132 ; voir aussi p. 42-45, 54-57, 61.

34. Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Perrin, 2003, p. 22, 78, 85, 123, 133-134. Voir aussi son ouvrage *Raymond Aron. Un moraliste au temps des idéologies*, Flammarion, 1993.

hyper-présidentialisation très peu libérale avec le libéralisme économique de marché qui a renversé le déclin économique de la Grande-Bretagne dans les années 1980. Son attaque rhétorique quelque peu surprenante contre l'esprit de Mai 68 accusé d'avoir discrédité le sens de la hiérarchie et facilité un matérialisme non méritocratique ne peut être comprise qu'en lien avec son penchant pour la politique thatchérienne.

130 Alors qu'elle célèbre le cinquantième anniversaire de l'instauration de la V<sup>e</sup> République, la France se trouve-t-elle à un tournant majeur ? La résistance d'arrière-garde à la libéralisation va-t-elle être renversée et le libéralisme va-t-il lancer une offensive soutenue au moins dans la sphère économique ? Après avoir présenté les facteurs qui ont freiné – pour ne pas dire plus – le recours aux normes et pratiques libérales en France, on peut noter qu'un sentiment de crise, propice à l'acceptation de changements désagréables, semble maintenant prévaloir. La « gauche américaine » ayant été marginalisée au sein du Parti socialiste, la droite américaine va-t-elle avoir plus de succès ? Un président de la République déterminé et autoritaire a été élu et il considère que la France n'est pas trop fragile pour survivre à des réformes drastiques visant en particulier à accroître la flexibilité du travail et la compétitivité. Agent de changement extérieur, il a obtenu un mandat populaire pour poursuivre le changement d'orientation politique qui, selon lui, est indispensable si la France veut sortir de son abattement, de son apathie et de sa morosité introvertie. Il incarne un style de direction insistant sur la volonté politique qui semble être du goût de beaucoup de ses concitoyens.

Alors que Nicolas Sarkozy rejette les appels en faveur d'une VI<sup>e</sup> République tout en accentuant les tendances présidentielistes de la V<sup>e</sup>, il se lance dans une tentative déterminée de détourner la France de sa résistance futile contre des forces hors de son contrôle. Au lieu d'un renversement idéologique d'ensemble, une adaptation pragmatique et calculée à ces forces serait plus à même de revigorer les énergies nationales sans provoquer d'instabilité sociale intolérable. Le président Sarkozy rend plus explicites les mesures désordonnées qui ont été développées au cours des vingt dernières années en donnant une force d'impulsion gouvernementale stratégique à des politiques plus centrées sur le marché dans le contexte de l'Union européenne, qui avait été pensée en 1957 comme un marché commun ouvert et a connu



une accentuation libérale du fait d'une économie concurrentielle de plus en plus mondialisée<sup>35</sup>. Cette approche n'est pas sans danger, car elle tente de surmonter le divorce entre la rhétorique des valeurs solidaristes et la réalité des pratiques politiques et économiques, notamment en créant plus de flexibilité pour les employeurs et moins de sécurité pour les salariés sur le marché du travail. L'hypocrisie implicite, qui a permis aux gouvernements de gauche comme de droite de tromper une opinion publique confuse en prétendant préserver un modèle socio-économique de politique publique tourné vers le passé, est révélée lorsque les tentatives drastiques visant à le réformer en pratique sont présentées de façon explicite<sup>36</sup>. Les réformes longtemps différées d'adaptation au marché, que le Parti socialiste n'a pas appliquées et n'a pas voulu accepter lorsqu'un Rocard ou un Dominique Strauss-Kahn ont tenté de les proposer, sont maintenant entreprises par la droite modernisatrice pragmatique de Sarkozy. Moins intimidé par l'accusation d'américanisme, il occupe une partie de l'espace politique réformiste laissé vacant par un Parti socialiste désorienté.

131

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR ISABELLE RICHET.

---

35. Pour un livre qui présente une analyse différente, soulignant la rapidité avec laquelle la France a ouvert ses marchés depuis les années 1990, voir Pepper D. Culpepper, Peter Hall et Bruno Palier (dir.), *La France en mutation*, Presses de Sciences Po, 2006.

36. De façon assez significative, Jacques Attali a protesté que son rapport sur la « libération de la croissance française » remis au président Sarkozy en janvier 2008 – dans la longue tradition de la Ve République remontant jusqu'au rapport Rueff-Armand de 1960 – n'avait « rien de libéral », *Le Monde*, 24 janvier 2008.

R É S U M É

---

*L'antilibéralisme est profondément enraciné dans la culture politique française, à droite comme à gauche. Alors que la politique économique s'est éloignée des principes affichés, passant de la planification nationale à une acceptation honteuse du marché et de la privatisation, les partisans à gauche d'un socialisme libéralisé ont été incapables de convaincre le Parti socialiste. À droite, des tentatives peu convaincues de réformer le modèle social français ont été suivies par une thérapie de choc qui s'est rapidement heurtée à une résistance entraînant une retraite tactique désordonnée. Une politique au coup par coup d'intervention de l'État, motivée par le patriotisme économique, persiste.*